



FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE

éducation recherche culture insertion

F.S.U. LORRAINE

Déclaration FSU LORRAINE CAEN du 29 JANVIER 2014

La FSU et ses syndicats nationaux ont réagi dès le jeudi 20 décembre pour dénoncer les nouveaux retruits d'emplois décidés pour l'Académie de Nancy-Metz à la rentrée 2014 : aux côtés de créations – *c'est là le seul signe du changement* - au niveau académique d'un emploi d'assistant de service social, de 2 postes de Professeurs des Ecoles, de 2 postes d'infirmiers scolaire, de 3 postes de Conseillers Principaux d'Education, ce sont 98 Equivalent Temps Plein qui vont disparaître à la rentrée prochaine dans les collèges et lycées.

Dans un tel contexte, elle a décidé de ne pas siéger lors des Comités Techniques Académiques du 13 janvier puis du 14 janvier après un premier boycott intersyndical.

Il s'agit d'une décision exceptionnelle pour dire non à une politique, qui ne fait qu'affaiblir l'Ecole Publique en Lorraine. Elle a voulu ainsi exprimer l'exaspération de notre profession et vous a interpellée, Madame la Rectrice, pour que vous preniez attache auprès du Ministre de l'Education Nationale afin d'obtenir une nouvelle allocation.

Les mêmes causes ayant les mêmes conséquences, les suppressions de postes vont encore dégrader les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels. De plus l'effet cumulatif année après année les rend de plus en plus insupportables et de moins en moins légitimes. Ainsi, le fossé entre la réalité démographique au niveau régional c'est-à-dire la poursuite d'une légère baisse démographique prévisionnelle et celle vécue dans les classes devient de plus en plus criant. Le nombre d'élèves par classe est pourtant un des critères pour répondre de façon plus individualisée aux problèmes rencontrés par les élèves.

Dans le 1er degré, l'affichage de 2 postes créés dans l'académie assure que l'on ne pourra que mal répondre aux besoins éducatifs de notre région, que ce soit pour la scolarité des moins de 3 ans, la reconstruction des RASED et des brigades de remplaçants, la mise en place du dispositif « plus de maîtres que de classes »,... Au regard, de la situation des écoles en Lorraine, cette dotation reste bien insuffisante. Le primaire part de tellement loin, que cette année encore il sera difficile de répondre à tous les besoins. La préparation de la rentrée 2014 s'annonce donc encore plus que délicate.

Les documents rectoraux de préparation de la rentrée 2014 valident cette dégradation à travers les indicateurs de gestion utilisés eux-mêmes : hormis pour les lycées professionnels, les taux d'encadrement vont se dégrader à la rentrée 2014 et ce malgré la création de 29,5 postes dans les lycées généraux et technologiques. Autrement dit, alors que notre académie se donne pour objectif d'augmenter le taux de passage des collégiens en lycée général et technologique afin de favoriser leur poursuite d'études et d'augmenter le vivier étudiant dont notre région a cruellement besoin, elle va le faire en accueillant des élèves plus fragiles dans des classes de seconde presque exclusivement à 35 dans tous les lycées. Elle va le faire en augmentant encore la pression sur les heures supplémentaires au détriment de la charge de travail des enseignants et donc du suivi des élèves. Les indicateurs ministériels pour les lycées sont conformes à la moyenne nationale, alors que notre région est la 4e région la plus défavorisée de métropole ! Notre combat n'est pas « régionaliste », n'est pas « la Lorraine contre les autres » mais vise à rétablir la vérité du terrain et des enjeux contre une rengaine démographique que les recensements de

l'INSEE continuent de démentir. Il n'y a plus d'hémorragie démographique, mais des inégalités territoriales et sociales qui se creusent. La stabilité des effectifs scolaires ne peut servir de prétexte à l'incapacité de se donner les moyens d'une politique éducative ambitieuse. Si enfin on pouvait se parler vrai.

Concernant les rythmes scolaires, la FSU porte la demande de la non généralisation de la réforme à la rentrée prochaine, la suspension de sa mise en œuvre et la réécriture du décret. Le décret actuel porte le risque d'une adaptation locale du fonctionnement de l'école publique qui creuserait les inégalités entre les élèves, les écoles, les territoires. Une autre réforme des rythmes efficace pour l'école doit obligatoirement conjuguer réussite de tous sur le temps scolaire et amélioration des conditions de travail de tous les personnels. Un cadrage national fort est indispensable tout en laissant des possibilités de dérogations à l'initiative des conseils d'école et dans l'intérêt du service public d'éducation nationale. Les activités périscolaires doivent être assurées pour tous les enfants sur tout le territoire avec les financements nécessaires, afin de respecter les principes de qualité, d'égalité, de laïcité et de gratuité. La FSU refuse que la politique de décentralisation se traduise par un transfert des missions des écoles aux collectivités territoriales. La FSU dénonce l'attitude du ministre qui refuse d'entendre les revendications des personnels et l'absolu nécessité de réécriture du décret. C'est pourquoi le SNUipp-FSU s'engage dans un travail de constitution d'un contre rapport national dans l'ensemble des départements. Il aura pour but de faire un état des lieux quantitatif et qualitatif des conséquences de cette réforme.

La mise en place des ESPE ne se déroule pas nationalement de façon satisfaisante pour les étudiants, les formateurs et les autres personnels. Les difficultés demeurent nombreuses. L'Académie de Nancy- Metz ne fait pas exception. L'absence de cadrage national et les contraintes budgétaires imposées aux Universités posent réellement le problème de la qualité d'une formation liée à la recherche égale sur tout le territoire et sa visibilité pour les étudiants. La FSU sera vigilante à l'amélioration de la formation de l'ESPE de Lorraine.

Suite aux assises locales et inter académiques de l'Education Prioritaire, le Ministre a présenté lors du dernier CSE les axes d'une nouvelle politique. La FSU, porteuse de l'exigence de réduction des inégalités scolaires a largement contribué et pesé avec les personnels pour qu'une nouvelle ère s'ouvre pour l'Education prioritaire. Elle l'a fait notamment par une enquête qui a montré l'attente forte des personnels sur la réduction des effectifs par classe et par la possibilité de travailler différemment avec du temps pour travailler en équipe. La FSU se félicite du choix de l'effort budgétaire annoncé sur les territoires pour ces élèves et de la fin du dispositif ECLAIR. Nous continuons de revendiquer que les lycées soient également concernés par la politique de l'Education prioritaire. La FSU avec les personnels sera attentive quant à la mise en œuvre de cette politique en Lorraine.

La FSU sera très exigeante pour que la mise en œuvre de ce plan se décline concrètement dans les écoles, les établissements et sera vigilant sur l'avenir des RRS. Le prochain budget doit être abondé pour intégrer le financement de ce plan qui ne doit pas se réaliser au détriment des besoins des autres écoles et établissements.

La FSU demande un débat transparent sur la définition des critères déterminant la labellisation des établissements. En aucun cas, la carte de l'Education Prioritaire en Lorraine ne devra être réduite, et, au contraire, elle devra être élargie, des écoles et établissements étant en demande de classification en EP. A minima, l'ensemble des écoles et établissements de Lorraine en ECLAIR doivent être classés en REP+.

Sans évoquer ici les problèmes statutaires, ni ceux de la gouvernance que pose la mise en œuvre d'un service régional de l'orientation tout au long de la vie, la FSU veut mettre en garde contre ses dangers. Elle considère que la mise en place à venir constitue une erreur, qu'il est absurde de nier les besoins spécifiques des publics auxquels actuellement des structures compétentes répondent. Il est illusoire de penser qu'une seule structure peut assurer le conseil et l'accompagnement de tous les publics.

L'enseignement agricole public n'a pas trouvé de nouveau souffle lors cette rentrée 2014. Même si quelques moyens supplémentaires viennent conforter des formations, ce n'est pas encore à la hauteur des espérances. Citons les dotations insuffisantes en postes ATLS, la situation inégale des collègues AVS par rapport à l'Education Nationale, la remise en cause du statut des formateurs en CFA-CFPPA, le «

dégagement » forcé des formateurs titulaires des CFA-CFPPA, le plan catastrophique de déprécarisation des administratifs, les premiers effets désastreux de la réforme du bac pro 3 ans etc...

Pourtant, la volonté affichée du gouvernement à mettre en œuvre une loi d'avenir dans l'objectif de « produire autrement » devrait se traduire par un investissement positif dans l'appareil de formation qu'est l'EAP. A défaut, en Lorraine, à la rentrée 2014, c'est bien le privé qui va gagner du terrain et en concurrence directe avec le public !

Le Rectorat et le Conseil Régional de Lorraine ont conjointement décidé pour la rentrée 2014 de procéder à des « transferts de formation » qui aboutissent à deux fusions d'établissements c'est-à-dire d'une part le LP de Saulxures et la SEP du Lycée Malraux Remiremont, d'autre part le LP G Monge Hayange et la SEP du Lycée La Briquerie Thionville et à la fermeture du LP Paul Dassenoy à Morhange.

Les interrogations sur la situation difficile de ces établissements sont anciennes mais les décisions ont, elles, été prises au contraire avec une brutalité extraordinaire. Comment peut-on décider d'annoncer à l'ensemble des personnels par un simple courrier adressé aux Proviseurs de ces LP une nouvelle d'une telle gravité ?

La FSU Lorraine partage avec le Rectorat et la Région un certain nombre de questionnements: Comment réussir à prendre en compte simultanément la dimension économique marquée par l'insertion vers l'emploi, la demande sociale et la garantie à un accès à la formation sur l'ensemble du territoire ? Comment assurer l'accueil pédagogique et matériel optimal des élèves ?

Nous n'aurons pas forcément les mêmes réponses.

L'attractivité d'une formation et d'un établissement n'est pas un état mais la marque d'une dynamique, d'une volonté politique. Ce n'est pas en fermant régulièrement des formations dans un établissement sans les remplacer que l'on répond de façon satisfaisante à ce problème. La conclusion « raisonnable » et inexorable qu'il faut fermer n'est souvent que le résultat d'une politique d'assèchement de l'offre de formation.

Le temps d'un débat avec les personnels, les familles et les élus n'a pas été pris. La conséquence logique d'une telle procédure est la colère, l'incompréhension et un sentiment de trahison exprimés localement.

Aussi, la FSU soutient sans réserve les collègues en lutte pour la préservation de leur outil de travail et leur dignité.

Après les restructurations militaires et la fermeture de Florange, l'initiative du Pacte Lorraine pour dépasser nos difficultés et reprendre la main sur l'avenir des lorrains a été lancée. Par l'unité qu'elle a créée, elle a déjà démontré son intérêt. Nous savons tous la nécessité de dépasser les débats simplement contradictoires qui ressemblent à une succession de monologues pour parvenir à un dialogue social de qualité. Pour cela le renvoi sempiternel aux chiffres et méthodes du Ministère lors du débat budgétaire et la mise en avant systématique du facteur démographique ne sont plus concevables. Il est plus que temps pour l'avenir des jeunes générations de passer aux actes. La FSU y est prête tout d'abord par l'élaboration d'un diagnostic partagé de l'état de l'Education et de la formation en Lorraine. Après 7 années d'asphyxie marquées par plus de 2000 suppressions de postes, force est de constater que le tissu scolaire est extrêmement fragilisé et que les moyens mis à disposition pour la rentrée 2014 ne vont pas permettre d'asseoir une véritable et nécessaire refondation de l'Ecole. Reconstruire le lien de confiance entre l'Ecole et ses usagers, entre les personnels et notre Institution par une autre politique est pourtant indispensable. La FSU dénonce l'occasion manquée de faire de L'Education et de la formation, l'outil d'une véritable ambition en rompant une fois pour toutes avec la logique de suppressions de postes et l'image d'une Lorraine qui perd. Pour garder et développer son potentiel, la Lorraine a en besoin!